

HAMILTON, Roberta, *Feudal Society and Colonization: The Historiography of New France*. Gananogue, Langdale Press, 1988. 136 p. 15,95 \$

John A. Dickinson

Volume 42, numéro 4, printemps 1989

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/304755ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/304755ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Institut d'histoire de l'Amérique française

ISSN

0035-2357 (imprimé)

1492-1383 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Dickinson, J. A. (1989). Compte rendu de [HAMILTON, Roberta, *Feudal Society and Colonization: The Historiography of New France*. Gananogue, Langdale Press, 1988. 136 p. 15,95 \$]. *Revue d'histoire de l'Amérique française*, 42(4), 629–632. <https://doi.org/10.7202/304755ar>

HAMILTON, Roberta, *Feudal Society and Colonization: The Historiography of New France*. Gananoque, Langdale Press, 1988. 136 p. 15,95\$

Devant l'intérêt suscité par ce texte lors de sa parution dans le sixième volume de *Canadian Papers in Rural History*, la décision fut prise de lui donner une forme monographique afin de le rendre plus disponible. Il s'agit d'un essai polémique qui lance un coup de semonce aux historiens pour qu'ils adoptent un cadre d'analyse théorique plus rigoureux. L'auteure reproche aux historiens de la Nouvelle-France de fonctionner avec des *a priori*, souvent implicites, qui rendent impossibles des explications claires de la trame historique. Elle regrette également le refus de ceux-ci d'utiliser un cadre de référence universel qui permettrait des comparaisons significatives.

Pour Roberta Hamilton, un thème principal sous-tend toute l'historiographie de la Nouvelle-France: l'importance d'une bourgeoisie dynamique comme véhicule du progrès. Le problème: comment mesurer le dynamisme de la bourgeoisie en Nouvelle-France? Le point de repère le plus souvent utilisé est l'expérience des colonies anglo-américaines. Toutefois, l'auteure estime que les historiens ne font aucune différence entre le développement économique français et britannique pendant la période coloniale. Mais voilà la faille essentielle dans les analyses socio-économiques de la Nouvelle-France car les métropoles connaissaient un développement inégal; l'Angleterre en pleine transition entre le féodalisme et le capitalisme ne peut être comparée à une France encore embourbée dans l'ornière du féodalisme. La solution est pourtant simple: il s'agit d'adopter la problématique de la transition pour analyser les sociétés coloniales comme extensions des sociétés métropolitaines. Avec

un cadre marxiste rigoureux, les historiens éviteraient les discussions stériles et les anachronismes.

Dans un bref survol de l'historiographie de la Nouvelle-France, l'auteure distingue quatre «écoles» de pensée. La première (Feudal Society) comprend les historiens (Parkman, Thwaites, Ouellet, Hamelin et Lunn) qui expliquent le «retard» de la colonie par la mentalité d'Ancien Régime qui y prévalait. Une seconde école regroupe Groulx et ses disciples qui considéraient la Nouvelle-France comme une terre promise. La troisième formée du trio Brunet-Séguin-Frégault et de Nish cherche à démontrer l'existence d'une société bourgeoise. Enfin un groupe hétéroclite d'historiens, de sociologues et de politiciens (Diamond, Monière, Wallot, Eccles, Innis, Harris, Dechêne, Bourque et Légaré) se retrouve sous le chapeau «New Society», car ils croient que le type social de l'habitant est une création originale qui engendre une nouvelle société distincte. Allan Greer et Terry Crowley sont cités mais ne se retrouvent rattachés à aucune école; peut-être sont-ils les seuls à avoir compris la véritable nature de la société en Nouvelle-France? Beaucoup d'autres historiens sont absents.

Ensuite, l'auteure défend le potentiel heuristique de son cadre d'analyse dans quatre sections d'inégale longueur: les rapports féodaux et la paysannerie; l'État; les capitaux, les marchés et le commerce; et la création d'une société féodale en Amérique.

D'après l'auteure, les différences entre les expériences coloniales française et britannique s'expliquent seulement en tenant compte de la différence entre les rapports féodaux qui existaient en France et les rapports capitalistes qui existaient en Angleterre. À cause du système féodal français transplanté en Amérique, le colon québécois vivait d'une agriculture de subsistance et était obligé de verser tout son surplus aux seigneurs et à l'Église. Ainsi il ne pouvait accumuler les capitaux nécessaires au développement économique. La nature même des rapports féodaux a également contribué à ralentir la colonisation du Canada. La paysannerie française avait eu plus de succès dans sa lutte pour préserver le contrôle des moyens de production que la paysannerie anglaise et n'avait aucune incitation à émigrer. En Angleterre, l'expropriation par les *enclosures* avait vidé les campagnes, créant un surplus démographique apte à émigrer et une agriculture capitaliste. Celle-ci générait de nouveaux capitaux qui pouvaient être investis dans l'expansion coloniale.

L'État absolutiste est perçu comme le garant du pouvoir politico-économique de la noblesse. Malgré des luttes à l'intérieur du groupe des privilégiés, l'idéal noble demeure prédominant en France et absorbe les capitaux par l'entremise de l'achat de fiefs et d'offices. Sans l'aide de l'État et en raison des structures féodales, le capitalisme ne pouvait se développer en France. Le commerce, dont la traite des fourrures, était uniquement destiné à satisfaire les goûts de luxe de la noblesse; puisque les paysans n'avaient aucun surplus à dépenser, le marché pour des biens de consommation était inexistant. De surcroît, les marchands cherchaient à devenir nobles et n'investissaient pas dans la modernisation de l'économie. Pour l'État, le commerce constituait une source de revenu, et non un moyen d'agrandir le prestige du royaume. L'Angleterre, par contre, était gouvernée, par des capitalistes qui avaient tout intérêt à accroître le marché pour augmenter leurs profits. L'expansion coloniale qui profitait des surplus démographiques de la métropole pour augmenter le marché et les sources de matières premières coïncidait avec les intérêts étatiques.

L'auteure termine avec une synthèse de l'histoire de la Nouvelle-France qui passe en revue l'instauration de structures féodales, la création d'une paysannerie et d'une classe seigneuriale, le rôle du commerce et de l'État. Avec l'échec de la francisation des autochtones, la France s'est consacrée à recréer une paysannerie au Canada en transformant des vagabonds en paysans. Le résultat était une société fondée sur l'habitant exploitant sa terre pour en tirer sa subsistance, versant ses surplus aux privilégiés et luttant pour conserver sa part. Si le paysan était attaché à la terre, les privilégiés restaient liés à des réseaux dominés par la métropole et considéraient la colonie comme un tremplin parmi d'autres pour promouvoir leurs aspirations sociales. Dans cette perspective, la Nouvelle-France constitue simplement un reflet de sa métropole. Il est donc futile de tenter des comparaisons avec les colonies anglo-américaines puisque celles-ci évoluent dans un autre système économique.

Si l'incursion d'une sociologue dans le domaine de l'histoire peut encore paraître audacieuse et surprendre au Canada anglais, les Québécois, et en particulier les lecteurs de la *Revue*, y sont habitués. Cette perspective n'est donc pas très originale et son exposition dans ce volume est encore moins claire qu'ailleurs. Le modèle de la transition peut être utile pour expliquer les changements socio-économiques, mais affirmer que l'Angleterre avait réussi cette transition au milieu du XVIIe siècle force trop la note. L'émigration massive vers les colonies anglo-américaines qui leur confère un avantage déterminant est perçue comme résultat de cette transition. Cette interprétation ignore cependant le fait que la majorité des émigrants au début du XVIIe siècle quittaient leur patrie pour des raisons non-économiques. Au XVIIIe siècle, les immigrants provenaient surtout de l'Écosse, de l'Irlande et des principautés allemandes qui conservaient des structures sociales «féodales». Les nombres avancés pour la colonisation anglaise (entre 58 000 et 80 000 avant 1642) comprennent sans doute également l'immigration vers les Antilles. Or il est injuste de comparer ces chiffres à la population établie définitivement dans la vallée du Saint-Laurent en 1640 (elle donne le chiffre de 359 alors que Trudel l'estime à environ 500). Étant donné les nombreux retours d'engagés pendant les premières années, le nombre total d'immigrants serait bien supérieur. Pour que cette comparaison soit valable, il faudrait aussi tenir compte des émigrants français vers l'Acadie et surtout vers les Antilles qui attirent beaucoup plus de monde que l'Amérique septentrionale.

La vision de la paysannerie française est inspirée essentiellement des travaux de Goubert et il est indéniable que le paysan français était relativement plus pauvre que son homologue anglais au XVIIe siècle. Mais le Beauvaisis n'est pas la France et il faut se méfier des généralisations sur la paysannerie sous l'Ancien Régime. Déjà au milieu du XVIIe siècle se manifestent dans certaines régions des innovations techniques et de nouvelles spécialisations qui présagent l'avènement d'une agriculture capitaliste. Qui plus est, la domination française au Canada s'est poursuivie au-delà de 1715 lorsque les campagnes françaises amorcent, selon les mots de Le Roy Ladurie, une expansion économique dont l'énergie est incontestable. La description des marchands comme étant intéressés uniquement par la circulation des biens de luxe pour amasser des fortunes qui leur permettraient d'accéder à la noblesse est également caricaturale. En fin de compte, ce serait la mentalité d'Ancien Régime qui, tout comme chez Ouellet, explique le retard de la France (voir p. 80-81).

Un essai à caractère historiographique se doit d'être complet, à jour et ne pas citer des auteurs hors contexte pour être crédible. Or c'est loin d'être le cas ici. L'absence d'une bibliographie n'aide pas à saisir ce que l'auteure a lu et ce qu'elle a pu négliger. D'après les notes, les références les plus récentes remontent à 1985, date à laquelle elle a dû terminer son manuscrit. Cependant, des ouvrages importants publiés avant la fin de 1985, tels le livre de Denys Delâge, toutes les thèses à l'exception de Lunn, et la plupart des articles paraissant dans des revues scientifiques ou des actes de colloque sont laissés pour compte. Il y a des erreurs dans l'épellation des noms propres (par exemple, Jaenan [sic]). Hamilton appuie des affirmations en faisant référence à des auteurs qui disent le contraire de ce qu'elle prétend (par exemple, Eccles cité à la note 4, p. 60 ou encore Dechêne citée à la note 57, p. 94). Elle critique les historiens qui trient et choisissent les faits qui font leur affaire (p. 21), mais elle en est également coupable et la plupart des auteurs cités ne s'y reconnaîtraient pas. Quant à la prétention que les historiens de la Nouvelle-France ignorent l'historiographie française et n'essaient pas d'intégrer la Nouvelle-France dans une perspective plus globale, les travaux récents démentent cette vision.

Outre les interprétations plutôt curieuses qui s'y trouvent, on remarque également des erreurs de fait. Par exemple, à plusieurs occasions, l'auteure insiste sur l'importance de l'achat d'offices pour la promotion de l'élite coloniale (p. 87, 89, 110). Or la vénalité n'existait pas en Nouvelle-France. Elle affirme par ailleurs que les missionnaires ont réalisé qu'il fallait créer une société coloniale française pour permettre l'assimilation des Amérindiens (p. 88). Cependant les Jésuites, qui épousaient une politique assimilationniste au début, ont adopté dès 1640 une politique qui privilégiait le respect des langues et coutumes autochtones comme seul moyen de les amener à la foi.

Il est vrai que la plupart des historiens de la Nouvelle-France privilégie une approche empirique plutôt que théorique. Il y a certes place pour une «theoretically informed historiography», mais je doute fort que ce livre puisse convaincre beaucoup de collègues de la pertinence de la problématique soutenue par Roberta Hamilton.

*Département d'histoire
Université de Montréal*

JOHN A. DICKINSON